

LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

[www.legrandsoir.info](http://www.legrandsoir.info)

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



lundi 15 juillet 2013

## La « cause juste » et la « cause injuste » dans les situations de guerre entre les peuples

Medjdoub Hamed

LE XXE SIECLE EFFACE DESORMAIS PLUS DE CINQ CENTS ANS D'HISTOIRE ET DE CONQUETES

Qui sont les « Trois-quarts monde » ? Globalement ils sont le reste du monde, c'est-à-dire les pays d'Amérique centrale et du Sud, d'Afrique, d'Asie et des pays du bloc de l'Est, c'est-à-dire tous les pays qui ne font pas partie de l'Occident. Celui-ci est constitué de tous les pays développés, il s'agit des États-Unis, le Canada, de l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Japon, l'Europe de l'Ouest, et depuis le dernier quart du XXe siècle, Israël.

Après le deuxième conflit mondial, la plupart des pays sous tutelle directe ont commencé à accéder à l'indépendance. L'URSS avait accédé au rang de deuxième puissance militaire du monde. Ceci étant, les « trois principes historiques » qu'on a énumérés dans le chapitre 2 et qui ont été à l'origine de la conquête du monde par l'Europe se sont inversés et ont joué cette fois pour les peuples colonisés. En effet, les empires européens, très affaiblis par le deuxième conflit mondial et l'ampleur du désastre qu'a occasionné la guerre avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, se sont trouvés confrontés aux revendications des peuples colonisés à l'indépendance. Le refus des peuples et une prise de conscience aiguë de leur « état de dominé », et surtout une « conjoncture internationale favorable » - le deuxième principe historique - préparaient ces pays à affronter dans les meilleures conditions la lutte qui s'annonçait.

Les moyens humains, matériels et financiers étaient désormais disponibles. Le monde divisé en deux blocs et les intérêts contradictoires des deux superpuissances sorties vainqueurs du deuxième conflit mondial ont eux-mêmes apporté le soutien politique nécessaire aux mouvements insurrectionnels de ces pays. Leur soutien était naturellement intéressé, visant à les faire entrer dans leurs sphères d'influence respectives. Mais cela importait peu à ces pays, l'essentiel était de sortir de ce conditionnement colonial de « peuples inférieurs ». Surtout que l'avancée technologique dans les armements allait montrer que les forces armées coloniales des trois armes (terre, air et mer), se heurtant à des forces révolutionnaires déterminées, non seulement par leur extrême mobilité, mais surtout par le succès dus aux armements légers extrêmement performants et à l'art clausewitzienne de la guerre - le troisième principe historique -, essayaient plus d'échecs que de victoires. Le monde était très loin des armements du XIXe siècle, devenus archaïques, et pourtant qui ont fait le succès de l'Europe dans la conquête du monde.

Enfin, la « volonté politique des peuples pour se libérer » traduisait l'état d'esprit des peuples dans cette phase cruciale de leur histoire. Malgré le rapport des forces inégal, une situation d'enlèvement (facteur temps favorable aux peuples) se produisait pour les forces occupantes, rendant le coût de la guerre élevé en hommes, matériel et finances intolérable. Les puissances coloniales n'avaient d'autres alternatives que de mettre fin à la guerre et se retirer et les nationalistes proclamant leur indépendance.

Ainsi une nouvelle histoire s'écrivit pour le monde. Le XXe siècle effaçait désormais plus de cinq cent d'histoire et de conquêtes. Le temps est venu pour les pays des « Trois-quarts monde » de se redresser et sortir de l'« indigénat » dans lequel les « puissances blanches » les ont maintenus pendant des siècles.

LE DEVENIR DES PEUPLES DANS LA « NEGATION DE L' HISTOIRE »

Qu'en es-il de ces principes historiques qui ont permis aux peuples colonisés des « Trois-quarts monde » de se libérer ? Il est évident que le principe de la « cause juste » ne fait aucun doute, il souffle dans le sens de cette volonté des peuples de rétablir ce qui leur a manqué le plus : leur « dignité » d'êtres humains comparables aux autres peuples, fussent-ils être avancés, et de la puissance militaire qui a permis leur assujettissement en peuples inférieurs.

Mais on ne peut en disconvenir, c'est le rapport écrasant des forces en faveur des forces occupantes qui a fait que ces peuples ont pendant longtemps été soumis par les puissances impériales européennes. Pourtant cette soumission revêt un caractère « injuste ». Les peuples ont subi la colonisation, et nombreux furent les peuples d'Amérique, d'Afrique et d'Asie, à être envahis, colonisés ou mis sous protectorat par les pays européens.

Pourtant, avant d'être envahis par une puissance extérieure, ces peuples vivaient relativement libres, avec leurs coutumes et leurs croyances. Heureux ou non, ils vivaient dans leur pays d'origine. Qu'une armée étrangère les envahisse, leur réaction aura été évidemment de

« résister », de « lutter » contre cette force étrangère pour assurer leur liberté, leur survie. Sachant que « soumis » par la force, ils auront à payer un « lourd tribut aux puissances occupantes ». Des contraintes terribles qui se traduisent par des prélèvements de richesses, d'impôts, enfermement, massacres, répression, etc., qui sera le lot pour ces peuples. Ce « jeté dans l'étant » n'a pas été voulu par ces peuples, mais l'a été par la force des contingences et qui a certainement une « signification dans l'ordre du développement du monde ».

Pourtant la cause de l'occupant était « injuste » par rapport à la cause « juste » de l'occupé qui a cherché à défendre sa liberté. D'évidence, une cause juste tire son essence d'une cause injuste. Et ces peuples se trouvent devant la contradiction de leur « être avec leur non-être » comme d'ailleurs de la « cause injuste » pour l'occupant avec la « cause juste » de se défendre pour l'occupé. Supposons que pour la première fois, ce peuple fait face à son « non-être » et donc à une « cause injuste », qu'il risque de disparaître voire absorbé s'il représentait territorialement un faible peuplement, ce qui peut être le cas lorsqu'il deviendrait minoritaire par rapport à la population nouvellement installée. Si ce n'est pas le cas, qu'il représentait une forte démographie, que sa résistance échoue, ces peuples seront néanmoins soumis à la puissance étrangère, subissant alors la colonisation.

Les « Lois de la Nécessité » que l'on appelle « Destin » ou « Esprit » selon la phénoménologie hégélienne a voulu qu'il en soit ainsi « puisque cela a été ». Ces peuples, subissant la domination de puissances étrangères, auront-ils surmonté cette négation ? Cette « cause injuste qui est d'être asservi » à une puissance étrangère ? Il est évident que « dominés militairement », il ne pouvait être autrement sinon d'« être réduits à la servitude ». Il demeure pourtant, qu'au-delà des servitudes, la « cause juste » prime toujours sur la « cause injuste » puisqu'elle en tire son essence de cette « négation d'être ». Les peuples peuvent être colonisés et brimés, il demeure cependant que tant que les forces vives de ces peuples resteront fortes, leur devenir dans « la négation de l'histoire » ne peut être que « transitoire ». Précisément, là est le sens de l'histoire, le monde relève des « Lois de la Nécessité et des Contingents ».

#### LA CONTRADICTION ENTRE LA « CAUSE JUSTE » DE LA PUISSANCE OCCUPANTE ET LA « CAUSE JUSTE » DU PAYS OCCUPE

Qu'en est-il des puissances occupantes ? Leur situation est aussi intéressante du point de vue de la phénoménologie de l'histoire. Une puissance qui procède à une expansion hors de ses frontières, donc à annexer, par la force, des territoires qui ne lui appartiennent pas, ne le fait que si elle est confrontée à de graves contraintes, qui peuvent être d'ordre économique, démographique, stratégique, etc. Ce sont généralement ces facteurs qui poussent un pays à envahir un autre, de plus il faut encore que la conjoncture internationale et la puissance militaire le permettent. Si ces facteurs ne sont pas satisfaits, et que cette puissance ne le peut pas, et qu'elle se trouve affaibli par ces contraintes, elle risque elle-même de se trouver dans une posture comparable à celle des peuples colonisés. C'est-à-dire elle risque d'être envahie.

L'histoire n'est-elle pas faite d'invasions successives. De Carthage à Rome et de Rome à Carthage. La France n'a-t-elle pas été occupée plusieurs fois par l'Allemagne. La Chine par le Japon. Le Japon, en 1945, par les États-Unis. Et récemment, l'Irak par les États-Unis ? Les exemples sont légion en histoire. Par conséquent, le problème de la cause juste et de la cause injuste relève encore de la conjoncture que les « Lois de la Nécessité » laissent ouverte au devenir des peuples.

Avec un pays colonisé et un empire colonial, nous avons deux peuples qui s'opposent et se prévalent tous deux de « cause juste ». Les États-Unis, en envahissant l'Irak, n'ont-ils pas fait prévaloir une « cause juste » dans leur guerre contre le régime irakien ? Evidemment, cela est dit en absolu puisque chaque partie va se prévaloir de la cause juste. D'autant plus que la « colonisation a existé » comme la guerre menée par les États-Unis contre l'Irak en 2003 a eu lieu. Dès lors le principe de la cause juste se trouve relativisée alors qu'en réalité la « cause juste » tire son essence de la « cause injuste ».

Par la contradiction dans la « double cause juste », le destin des nations occupantes se trouve alors lié aux peuples assujettis à leur puissance. Pour s'adapter à cette situation, les puissances doivent en permanence déployer des forces pour maintenir leur domination. En plus de la force, dans le cas de la colonisation, il pratique une politique de peuplement, ce qui n'est pas toujours réalisable. Toute politique de domination et de peuplement dépend des possibilités démographiques de la puissance occupante et de la vitalité des peuples soumis en termes démographique, religieux et culturel. Ainsi s'ensuit une situation de ni guerre ni paix, régie uniquement par le rapport de forces en présence. Un domination face à une « passivité active » dans le cas d'une colonisation, une domination face à une « insurrection active » dans le cas d'une occupation militaire induite.

Peut-on aussi souligner, aucun peuple au monde n'accepterait d'être assujetti indéfiniment à une puissance étrangère. Ce qui veut dire que combien même la sujétion durerait des années, des décennies ou des siècles, ces peuples seront toujours à l'affût du moindre signe de faiblesse de la puissance occupante pour se libérer. Ils ont pour eux ce que Hegel appellerait l'« Esprit du monde » qui doit « réaliser » tôt ou tard leur libération, comme d'ailleurs les

puissances occupantes ont aussi l'« Esprit du monde » qui doit tôt ou tard mettre un terme à leur domination.

Ainsi on comprend que pour les pays dominés comme pour les pays dominants, cette contradiction entre l'« Esprit de la nation occupée » qui cherche à se libérer et l'« Esprit de la nation occupante » qui cherche à « dominer » se trouve précisément « tranchée » par les « Lois de la Nécessité et les Contingents ». Comme se trouveront aussi tranchées les « causes justes » de chaque partie dans le développement de l'Histoire.

C'est l'« Esprit dans l'histoire » ou la « Raison dans l'Histoire » qui va se réaliser à travers les « contingents » de l'Histoire, ou ce que Hegel appelle les « ruses de l'histoire », et permettre aux peuples soumis de se libérer et ainsi réaliser leur « être ». Précisément, par l'apparition d'événements inattendus telles les crises économiques, les guerres qui viendront changer le cours de l'Histoire. On comprend donc que sans les « Contingents » que furent les deux guerres mondiales et la crise économique de 1929, le système occidental de domination du monde aurait peu changé et les peuples restés probablement ce qu'ils étaient, c'est-à-dire n'ayant d'autre horizon que la soumission. L'émergence de deux superpuissances mondiales aura donc été déterminante dans le Nouvel ordre mondial, où de nouveaux protagonistes, les peuples anciennement assujettis libérés, vont devoir influencer désormais sur les affaires du monde.

Dans ce dépassement de l'Histoire, le gain obtenu par les peuples colonisés par leur « libération » ne signifiait nullement pour les puissances européennes un affaiblissement puisque, dès le départ, cette colonisation leur était indue et ne le devait que par l'écrasante puissance de leurs armements. D'autre part, l'indépendance de ces pays ne s'est-elle pas traduite par la fin des rivalités des puissances européennes sur ces territoires conquis qui ont amené le deuxième conflit mondial, et son cortège de destructions et de dizaines de millions de morts. Les « contingents » qui ont mis fin aux empires n'ont-ils pas transformé l'Europe en une nouvelle Europe « unie, riche et prospère » ? Evidemment, cinq cent ans de conquêtes européennes et de brassage des peuples étaient « nécessaires » au regard de l'Histoire, comme ont précédé avant elles les conquêtes des Empires romain, byzantin et perse. Ces deux derniers, à leur tour, ne se sont-ils pas effondrés et remplacés par une domination inconnue la veille. La conquête arabe, partie d'une religion révélée, l'Islam, a été un des phénomènes les plus inattendus et les plus importants de l'Histoire.

Ainsi, au-delà des guerres, ne constate-t-on pas qu'il y a, après des sacrifices et des souffrances pour les peuples, une véritable dynamique de progrès dans « la Nécessité et les Contingents » dans l'Histoire.

#### DE LA VOIE DU « NEUTRALISME » POST-COLONISATION AUX REGIMES POLITIQUES AUTORITAIRES

Après les guerres de libération, il apparut vite pour ces peuples qu'une autre forme de domination va les enfermer dans un autre cycle de violence : les conflits internes pour la lutte pour le pouvoir auxquels viennent s'ajouter les actions subversives des deux superpuissances qui s'affrontaient dans la guerre froide. Même l'Union soviétique, un pays des « Trois-quarts monde », censé être un « phare » pour les peuples nouvellement indépendants, s'est mué en une dictature cherchant à régenter les pays du camp socialiste. Au point que des pays n'hésitaient pas à qualifier l'action intéressée de l'URSS comme un néo-colonialisme comparable à celui des États-Unis.

Rejetant le néo-colonialisme américain et soviétique, les États d'Asie et d'Afrique se réunissent pour la première fois à Bandung en 1955. Ils formulent dix principes de la coexistence parmi lesquels le respect des droits de l'homme [principes de la charte des Nations Unies], le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la reconnaissance de l'égalité des races et des nations petites ou grandes, la non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, le respect du droit de chaque nation de se défendre individuellement ou collectivement [en conformité avec la charte de l'ONU], l'abstention d'actes ou de menaces d'agression ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays.

En 1961, une autre conférence les réunira à Belgrade. Ils annoncent leur non-alignement et invitent les États-Unis et l'URSS à entrer en contact pour éviter un conflit mondial. Ils rejettent le système des « blocs » et la thèse selon laquelle la guerre froide « froide » serait inévitable, la coexistence pacifique étant le seul choix devant la « guerre froide » et le risque d'une catastrophe nucléaire universelle. Ils affirment le droit des peuples à l'autodétermination, à l'indépendance et à la libre disposition de leurs richesses. Ils demandent la création d'un fonds d'équipement contrôlé par l'ONU pour fournir une aide économique aux pays en voie de développement. Ils préconisent le « désarmement complet et général ».

Mais même si dans ces déclarations s'était affirmé une solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique, la plupart des pays des « Trois-quarts monde » se trouvaient du fait de la bipolarisation dans une situation qui ne faisait qu'accroître leur dépendance vis-à-vis des

blocs. De plus, aucun État sud-américain ne figurait dans ces conférences. Pourtant, l'Amérique latine présente peu de différences avec les pays des « Trois-quarts monde ». Il faut attendre la révolution cubaine, à partir de 1959, pour que des mouvements populaires d'émancipation sociale commencent à menacer les oligarchies sud-américaines, soutenues par les États-Unis.

La vague de guérillas qui s'est développée avec l'avènement de la révolution castriste dans toute l'Amérique latine sera vite étouffée par une série de coups d'États militaires « préventifs ». Le cas de l'Amérique latine n'était pas isolé. Tous les pays des « Trois-quarts monde » compte tenu de l'antagonisme qui régnait entre les deux superpuissances étaient gouvernés par des régimes politiques totalitaires.

Il est évident qu'après une longue période coloniale où des peuples ont longtemps été maintenus dans une situation dégradante, peu de droit leur était accordé, un régime spécial appliqué comme le statut d'indigénat et un taux d'analphabétisme extrêmement élevé ne pouvaient que déboucher sur une situation de fermeture de ces pays par leurs élites, dictée par la crainte de voir de nouveau leurs indépendances menacées par les puissances. Ainsi se comprenait pourquoi les peuples colonisés, après l'accession à l'indépendance, ne se sont que faiblement émancipés, les nouvelles structures des États ayant verrouillé toute liberté d'expression.

L'absence d'industrie, de prolétariat et de société civile, une économie foncièrement rurale, ne pouvaient sans un pouvoir fort que déboucher sur un chaos. La mise en place des régimes autoritaires a été dictée par le souci de consolider les indépendances de ces pays, d'instaurer la paix civile entre les communautés et de faire face aux menées subversives des puissances.

Il n'y a rien d'étonnant donc dans l'absence de débat démocratique dans ces pays. Coups d'Etat, luttes pour le pouvoir, crises sociales, guerres ethniques, sous-développement, etc., seront longtemps le lot de ces pays qui s'inscrivent en « passage obligé » dans la lente édification de ces nouvelles nations.

L'euphorie créée par l'indépendance et les espoirs des peuples se sont vite transformés par les difficultés de vie, le chômage, et autres maux sociaux, en inquiétude, désenchantement et désillusion. D'autant plus que les systèmes politiques mis en place non contrebalancés par un contrepouvoir n'ont fait que favoriser la corruption, un enrichissement illicite et excessif des classes dirigeantes, amenant progressivement une dilution de l'idéal révolutionnaire.

Quant aux puissances de l'Est comme de l'Ouest, elles octroyaient aides et soutiens en échange de l'alignement de ces pays à leur politique en termes de marché, de présence culturelle et parfois militaire. Ainsi s'instaurait un « néocolonialisme » avec le concours conscient ou inconscient des élites au pouvoir dans les ex-colonies occidentales. Evidemment le statu quo ne pouvait perdurer indéfiniment, les peuples se structuraient progressivement. Des classes sociales apparaissaient, les sociétés civiles commençaient à se former et une prise de conscience se faisait déjà jour au sein des populations.

Cette transformation allait de pair avec les guerres, les crises économiques et sociales dans ces pays et dans le monde, battant de nouveau les cartes du monde. Un espoir était donc permis pour ces peuples. Les années 1960 et 1970 n'ont finalement constitué qu'une période de construction et d'adaptation de ces États aux grands enjeux politiques et économiques qui divisaient le monde.

Medjdoub Hamed

Chercheur

*Note : Cet article est tiré d'une étude qui a pour titre « ECONOMIE MONDIALE : le sens des crises financières sur l'évolution du monde ». Chapitre 3, Partie 3.3. En cours de parution*

[http://www.lequotidien-oran.com/index.php++cs\\_INTERRO++news=5171249](http://www.lequotidien-oran.com/index.php++cs_INTERRO++news=5171249)  
<http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5171249>

<http://www.legrandsoir.info/la-cause-juste-et-la-cause-injuste-dans-les-situations-de-guerre-entre-les-peuples.html>